



Le RSSG : « Le processus d'Alger sera couronné de succès par la signature de l'Accord le 15 mai prochain »

Egalement dans ce numéro

- Forum communautaire sur la justice transitionnelle à Bamako et Kidal ;
- Gao : Un rendez-vous réussi entre les enseignants et la MINUSMA ;
- Les communiqués et informations en bref.



Tombouctou : Une caravane de la paix à Goundam pour prévenir des conflits intercommunautaires

Mission conjointe à Bourem



La MINUSMA et la FAO à la rencontre des autorités et de la population pour faire face aux besoins du Cercle

Mercredi 15 avril, une délégation conjointe des bureaux régionaux de la MINUSMA et de la FAO à Gao s'est rendue à Bourem pour effectuer une première mission multidisciplinaire dans le Cercle. La ville de Bourem, située à 95km de la commune urbaine de Gao, est aujourd'hui enclavée, notamment à cause du sable qui recouvre la quasi-totalité de la route nationale.

L'objectif premier de la mission était de prendre contact avec les Autorités locales pour recenser les problèmes les plus graves sur le terrain, et identifier les réponses que peut y apporter la MINUSMA.

La mission a également été une première occasion pour le personnel de la MINUSMA d'informer les populations, et la jeunesse en particulier, sur son mandat et son travail dans la région.

Au terme des cinq heures de route, qui l'a conduite à Bourem sous escorte militaire, la délégation multidisciplinaire a pu rencontrer le Maire, M. Amadou Toure, le Préfet adjoint, M. Iissouf Niare, le sous-préfet central, Boubou Bathily ainsi que le Chef du Développement social et Président du Comité de Sante et Electrification, M. Amadou Maiga. Lors d'une rencontre avec les Autorités locales, plusieurs sujets ont été à l'ordre du jour, parmi lesquels : l'appui à l'Etat, dans le cadre de la restauration de son autorité, à travers notamment la facilitation des

déplacements officiels terrestres escortés et aériens, le renforcement des capacités des acteurs de la Société Civile, ou encore, l'organisation d'activités d'information et de fora intercommunautaires.

Dans son intervention, le Maire de Bourem a souligné quelques-uns des problèmes cruciaux : « *La commune de Bourem souffre de grandes lacunes de base. Les plus graves concernent la justice, l'eau et l'électricité. En ce qui concerne la justice, il faut dire qu'il n'y a pas de juge à Bourem depuis 2012. Cela crée d'énormes problèmes qui affectent également l'enregistrement des naissances. Nous avons à ce jour plusieurs registres remplis, qui nécessitent d'être paraphés par un juge. Pour l'eau, le moteur de la pompe est vieux et souvent, il n'arrive pas à faire parvenir l'eau dans tous les quartiers. Les tuyaux sont rouillés. L'eau qui sort est souvent rouge. Par conséquent et selon les tests, il n'y a pas des traces de chlore à sa sortie, ce qui expose sa potabilité à une contamination très facile. De plus, nous avons un problème de forage, car la boue remonte rapidement en contaminant l'eau. Il nous faudrait un nouveau château d'eau, un moteur et des nouveaux tuyaux pour avoir de l'eau potable. Pour l'électricité, la ville entière repose sur deux groupes électrogènes de 5 KVA chacun seulement. Cela ne nous permet pas d'alimenter la ville sur 24 heures* » a dit M. Amadou Toure, en expliquant comment ces graves difficultés représentent à la fois un problème pour les communautés, et un frein pour le retour de l'autorité de l'Etat dans le Cercle. L'intervention de l' élu a été l'occasion pour la MINUSMA

d'entamer son propos par la dimension stabilisation et relèvement de son mandat, à travers le plan de stabilisation régional, un projet qui a été conçu en étroite concertation avec toutes les autorités, les acteurs locaux et internationaux concernés visant l'intervention dans des secteurs cruciaux qui sont à la base du développement de la région : notamment l'eau, l'électrification, la réfection de certains axes routiers et l'action anti-mines.

Suite à la rencontre, la délégation a pu visiter, avec les Autorités locales, les points d'adduction d'eau potable et l'installation électrique de Tilgaz, pour faire un constat de la situation afin d'en tenir compte dans le plan de stabilisation.

La journée du 16 avril a été consacrée à la jeunesse de Bourem. Tôt le matin, les leaders des jeunes ont accueilli la délégation de la Mission pour une séance d'information et d'échange au profit de 175 jeunes de Bourem. L'objectif : apporter la bonne information sur le mandat et les activités de la MINUSMA au Mali et plus particulièrement dans la région, faciliter la compréhension des priorités et des défis actuels, mais surtout, répondre aux questions de la jeunesse.

Sous la présidence du représentant de la Mairie et du Président des jeunes du cercle de Bourem, les officiers de l'Information publique ont tout d'abord remercié les jeunes d'avoir répondu à l'appel. Un résumé de l'historique de la crise et du processus qui a mené à la création et au déploiement de la MINUSMA a suivi. Le rôle et l'action de la Mission dans le cadre de son Mandat ont été expliqués, ses ressources et sa structure, y compris la composante du personnel en uniforme et la composante civile sont les sujets qui ont été abordés. La présentation a sollicité un échange

riche en partage d'informations et de réflexions. Un échange qui a permis aux participants de mieux comprendre comment agit et peut agir la MINUSMA face aux défis du Mali, de la région de Gao et du cercle de Bourem en particulier.

« L'un de nos présidents a dit que pour avoir la paix il faut commencer par le comportement. Comment la MINUSMA peut changer les comportements ? Pourquoi la MINUSMA ne se focalise pas sur l'emploi ? Si nous avons le développement, nous aurons la paix » a dit l'un des jeunes.

L'officier de l'information publique Samantha Buonvino a expliqué que *« pour avoir un développement durable, il faut d'abord avoir une paix durable. Si nous bâtissons sur un terrain qui n'est pas bon, les fondations risquent de s'effondrer. Pour cela, l'appui au dialogue politique et à la réconciliation nationale est l'un des piliers prioritaires de la MINUSMA. Il faut d'abord que les parties en conflits se retrouvent dans la signature de l'accord de paix. Cet accord servira comme base pour dépasser la crise et évoluer dans le processus de paix et de développement. Néanmoins, entre temps, nos collègues de la Section Stabilisation et Relèvement travaillent en concertation avec les Autorités et les acteurs du développement dans l'élaboration d'un plan de stabilisation régional portant sur des axes d'interventions cruciales, comme l'eau, l'électricité, la réfection des routes et l'action anti-mines. Mais n'oublions pas : personne ne viendra développer votre Pays à votre place. S'il y a un problème dans une communauté, la solution ne peut se trouver qu'à l'interne de cette communauté. Il faut que chacun assume ses responsabilités et qu'il s'engage à son niveau pour concourir à la paix et au développement »*.



Mission conjointe à Bourem... suite

Ces mots d'explication ont trouvé un écho favorable dans la salle et ont été complétés par une explication détaillée du plan ainsi que des projets à impact rapide, par l'expert de la MINUSMA, M. Issa Maiga, de la Section Stabilisation et Relèvement. D'autres intervenants ont partagé des préoccupations aussi pertinentes : « *Dernièrement les attaques terroristes ciblent la MINUSMA. La population proche de vos camps est donc en danger plus que les autres* » a dit l'un des participants dans la salle. En réponse : « *En 2013 la ville de Gao était presque vide. Progressivement les gens ont commencé à rentrer, les activités commerciales, les restaurants et les boites ont repris leurs activités, les jeunes se retrouvent en ville pour des activités sportives et culturelles. Tout cela est le résultat d'un climat sécuritaire qui s'est amélioré depuis la crise et cela grâce à l'engagement des populations et au travail conjoint des Forces de sécurités maliennes et internationales, comme la MINUSMA et l'opération Barkhane. Cependant, cette dernière année la situation sécuritaire s'est détériorée au Mali et surtout dans la région de Gao, à cause de plusieurs affrontements entre groupes armés et des attaques asymétriques. La menace terroriste, sur laquelle Barkhane opère pour mitiger les risques, dépassent les confins du Pays. C'est clair que dans un milieu visé, tout acteur qui constitue un obstacle aux objectifs devient une cible. Récemment 147 étudiants universitaires ont été massacrés au Kenya. Les terroristes ont pu avoir accès direct à la population. Au Mali, la MINUSMA opère dans le contexte de la protection des civils. Sa présence est aussi importante pour dissuader autant que possible les violences sur les civils. Souvent les risques ne sont pas visibles jusqu'à ce que ils deviennent des réalités* », a dit l'officier de l'information Publique.

Plusieurs autres interventions ont sollicité la création d'une base de la MINUSMA à Bourem et la décentralisation des

activités de Gao à Bourem. La délégation de la MINUSMA a confirmé que le bureau régional est déjà en train d'élaborer des plans d'activités avec les leaders du Cercle et qu'il fera les efforts nécessaires pour multiplier ses missions conjointes.

L'activité a globalement été très appréciée, avec des remarques particulières pour les efforts que la délégation a faite en se déplaçant ainsi pour plusieurs jours à Bourem. Au-delà du déplacement, l'autre effort salué a été celui de s'exprimer de leur mieux en langues locales, témoignage de respect envers une culture si riche comme celle du Mali. Cette activité a également été l'occasion pour la jeunesse de remercier la MINUSMA pour la formation en soudure donnée par le contingent néerlandais à cinq jeunes de chaque cercle de la région au cours du mois de février 2015, dans le cadre d'un projet d'appui direct financé par le Ministère des Affaires étrangères des Pays Bas. Ravie de ce fructueux échange, la jeunesse a clôturé la séance par les mots du Président du Conseil des Jeunes du cercle de Bourem, M. Abdoul Zoulla Toure : « Au nom des jeunes que je représente, je vous remercie de vous être déplacé. Nous sommes ravis de ce début et nous continuons notre travail ensemble avec la MINUSMA. C'est n'est que le début ». Au nom du Maire de Bourem, son délégué a encouragé les jeunes à s'unir pour la paix et le développement du Cercle.

Dans l'après-midi, la délégation a rendu une visite au Maire et a planifié avec les autorités de Bourem les prochaines missions. Enfin, sous l'égide du Directeur du Centre d'Animation Pédagogique, la MINUSMA a appuyé les plus jeunes dans l'organisation d'un match de foot et un quizz interscolaire joué au niveau de la place de l'Indépendance : la clôture d'une opération de paix avec les jeunes !



Les victimes au cœur du processus de réconciliation

La Division des Droits de l'homme de la MINUSMA, représentant également le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a organisé le Forum sur la participation des victimes et le rôle de la société civile dans le processus de la justice transitionnelle, les 16 et 17 avril dans l'amphithéâtre l'Ecole de Maintien de la Paix, en présence de Monsieur Mahamadou Diarra, Ministre de la Justice et des Droits l'Homme, Garde des Sceaux.

La crise politico-sécuritaire qui sévit au Mali depuis bientôt trois ans a tristement laissé d'innombrables victimes ayant fait l'objet de graves violations des droits humains sur toute l'étendue du territoire, aussi bien au nord qu'au sud, sans aucune forme de réparation.

L'objectif de ce forum, après ceux de Mopti et Tombouctou les 8 et 21 mars derniers, ainsi que deux autres qui auront lieu prochainement à Kidal et à Gao, est de mettre la problématique de la prise en compte

des victimes au cœur du processus de réconciliation. *« Il faut donner la parole aux victimes pour légitimer et consolider le processus de réconciliation, pour savoir et comprendre réellement ce qui s'est passé.*

C'est la raison pour laquelle dans le cadre de la justice transitionnelle, nous devons nous assurer que les droits fondamentaux des victimes seront respectés, le droit à la justice, le droit à la vérité, le droit à la réparation et la responsabilité incombe à tous de s'assurer de l'intégration du principe de non-réurrence en identifiant clairement les causes profondes du conflit », a insisté le Directeur de la Division des Droits de l'Homme, Monsieur Guillaume Ngefa.

Pour animer les travaux, de nombreux experts nationaux et internationaux ont fait le déplacement. En cette période charnière de leur histoire contemporaine, la tenue du forum a été largement saluée par les participants et répond sans nul doute à un réel besoin pour les maliens.



Les victimes au cœur du processus de réconciliation... suite

Après l'ouverture officielle, la communication du Professeur Abraham Bengaly de L'Observatoire des droits humains et de la paix (ODHP), unanimement saluée par l'audience pour sa pertinence et sa clarté, a mis l'accent sur les mécanismes ou les initiatives de la justice transitionnelle déjà établis ou lancés par le gouvernement malien, les dispositions prévues dans l'accord d'Alger en termes de justice transitionnelle, le rôle de l'état malien ainsi que les enjeux et défis potentiels qui se poseront dans la mise en œuvre de l'accord. « *Les Accords d'Alger prévoient des dispositions pour entamer la cicatrisation de certaines blessures, d'entrevoir la perspective du pardon et la pacification avec comme ciment le respect des droits humains et la lutte contre l'impunité.* »

Après sa signature, l'Accord d'Alger sera le nouveau contrat social qui va désormais lier les maliens avec des mécanismes d'établissement des faits et des mécanismes d'enquêtes. En renonçant à la notion d'amnistie, l'Accord d'Alger lutte contre les violations des droits humains », a-t-il souligné.

Pour sa part, le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des sceaux a insisté sur l'importance du rôle de la société civile en affirmant que « *pour une meilleure efficacité et efficience, le processus de la justice transitionnelle doit être participatif et itératif, il doit bénéficier des contributions de toutes les parties prenantes* ».

Pendant les débats l'assemblée a été saisie par l'intervention poignante de Bintou Sagara, Mère d'une des victimes du charnier de Diago « *Le corps de mon fils est encore retenu à la morgue. Comment voulez-vous que nous fassions notre deuil ? Nous sommes tous maliens et nous ne voulons que la paix. Mais la prise en compte des souffrances des victimes doit être au cœur du processus de réconciliation. Il est impossible d'espérer une hypothétique cicatrisation sur une plaie puante. Tout le monde parle de pardon mais il est difficile d'accorder son pardon sans la reconnaissance officielle et nationale du préjudice subi* », a-t-elle déploré.



Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, actuellement en déplacement a déclaré par la voix de Miriam Ghalmi : « *L'Histoire nous démontre que la paix et la réconciliation nationale ne peuvent se construire sans Justice, ni Vérité, ni Réparations. Soyez assurés que la MINUSMA ne ménagera aucun effort dans l'accompagnement du Mali sur le noble chemin de la bonne gouvernance et de la lutte contre l'impunité, vecteurs indispensables pour une paix durable* ».

Après la session de Bamako, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA et du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies entend poursuivre l'organisation de ces foras qui constituent un espace privilégié d'échanges et de dialogue constructif sur l'avenir de la justice transitionnelle afin que les violations des droits de l'homme et les crimes graves du passé ne puissent pas rester impunis.

A propos de la « Justice Transitionnelle »

Lorsque l'on veut passer, d'une situation de tension comme le Mali en a connu, à une situation apaisée, il faut créer des mécanismes de transition. Et c'est cela la justice transitionnelle. Elle est définie par les Nations Unies comme étant l'ensemble des mécanismes judiciaires et non judiciaires dont se dote une société pour traiter de graves violations de droits de l'homme ou de régimes autoritaires par lesquelles elle a été traumatisée, avec pour objectif ultime la non répétition de ces crimes et violations.

Signe encourageant de l'instauration prochaine de la Justice Transitionnelle au Mali, c'est la mise en place d'une commission Vérité, Justice et Réconciliation, qui est un des mécanismes typique de recherche de la vérité non judiciaire.

Le RSSG : « Le processus d'Alger sera couronné de succès par la signature de l'Accord le 15 mai prochain »

Le RSSG à Koulouba

Le Représentant spécial du Secrétaire Général et Chef de la MINUSMA, M. Mongi Hamdi a été reçu le 22 avril dernier en audience à Koulouba par Son Excellence, Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République de Mali. Monsieur Hamdi a tenu à assurer le Président de la République du soutien total de la MINUSMA pour les efforts entrepris par le Président pour aller de l'avant et signer l'accord de paix et de réconciliation au Mali. « Nous souhaitons que l'accord de paix et de réconciliation au Mali soit fiable et inclusif, et à ce titre, nous continuons à entreprendre des efforts afin d'assurer la pleine adhésion de toutes les parties prenantes à l'accord et à ses objectifs », a-t-il précisé.

« Nous gardons l'espoir et la conviction que le processus d'Alger sera couronné de succès par la signature de l'Accord le 15 mai prochain par toutes les parties prenantes maliennes, parce qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'inscrire dans la logique de paix, » a déclaré M. Hamdi après sa rencontre, reconnaissant que la signature d'un accord n'est que la première étape d'un long chemin vers la paix, la sécurité, la réconciliation et le développement que suppose la poursuite du dialogue.

L'Alliance Populaire pour la Paix et l'Unité Nationale (ALPPUNA) au quartier général de la Mission

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Mongi Hamdi a reçu ce matin à Bamako la délégation de l'Alliance Populaire pour la Paix et l'Unité Nationale (ALPPUNA) au quartier général de la Mission. La délégation conduite par le Maire de Salam, Mohamed Taher Ould El Hadj, a eu l'opportunité d'exposer les préoccupations sécuritaires des populations de Tombouctou qui vont du petit banditisme au crime organisé.



Tombouctou : Une caravane de la paix à Goundam pour prévenir des conflits intercommunautaires



La « caravane de la paix » a sillonné le cercle de Goundam, du 14 au 19 avril dernier. Partie de la ville de Goundam, elle a traversé 20 villages de 11 communes sur les 16 que compte le cercle : de Bintagoungou, M'Bouna, le village d'Echell dans la commune de Tonka à Douékiré. Cette initiative des élus de Goundam, est conduite par le chef de la Tribu des Kel Antessar, M. Abdoul Magid Ag Mohamed Ahmed dit Nasser, également président de la commission d'organisation.

« Si nous avons organisé cette caravane, c'est pour mettre fin à un problème qui risque de provoquer un conflit inter et intra-communautaire. Entre les communautés, il y a des suspicions car chacun pense que c'est l'autre qui est responsable du banditisme résiduel dans le cercle. Suite à l'interpellation des communautés des Tamasheq noires, nous avons donc décidé de faire cette caravane en associant des communautés sédentaires et nomades », a déclaré M. Abdoul Magid Ag Mohamed Ahmed dit Nasser, l'Amenokal des Kel Antessar.

En effet, cette « caravane de la paix » visait à sensibiliser les différentes communautés de Goundam sur le vivre-ensemble, la cohésion sociale pour le retour à la confiance entre les communautés Sonrhäï, Tamasheq, Arabes, Peulhs, Bozos et Dogons vivant dans le cercle. Cette initiative a été prise pour freiner la dégradation de la situation sécuritaire sur les axes routiers menant vers les villes, les villages, ainsi que les marchés devenus de plus en plus dangereux, en raison des attaques perpétrées par des

individus armés qui pillent et vols, les biens des forains et d'autres populations.

En plus des 32 caravaniers venus de Bamako dont les deux députés élus du cercle de Goundam, Messieurs Oumar Traoré et Mohamed Ould Sidi Mohamed, des quatre femmes leaders d'organisations issues des communautés Sonrhäï, Tamasheq et Peulhs, des notabilités Goundamiennes, se sont joints à la caravane, le président du conseil de cercle de Goundam, les maires des 16 communes du cercle, les Chefs de villages, des leaders religieux, des chefs de fractions et des communicateurs traditionnels.

« Cette insécurité est venue avec la rébellion. Toutefois, sous l'occupation, on n'a pas connu le banditisme parce que les bandits avaient peur des occupants. Ces derniers ont été chassés par les forces, donc le terrain est laissé aux bandits qui sont partis forcément avec des armes et désormais personne ne peut bouger » a expliqué le président du conseil de cercle de Goundam, Talfi Ag Hamma.

De son côté, Azarock Inaborchad, notable de Goundam et rapporteur de la commission d'organisation de la caravane, met cette insécurité sur le compte « du vide absolu du territoire laissé par l'administration et les services de défense et sécurité et même des populations autochtones. Ce vide est occupé par le banditisme qui est pratiqué par des individus qui ne sont pas forcément en dehors des communautés qui sont parfois elles-mêmes victimes », a-t-il avancé.

Tombouctou : Une caravane de la paix à Goundam pour prévenir des conflits intercommunautaires... suite

Un appel pour la reprise des actions humanitaires

Au cours des échanges avec les caravaniers, les maires et les chefs de villages ayant pris la parole ont exprimé leur indignation face à la montée de l'insécurité. Ils ont déploré les difficultés éprouvées par les organismes humanitaires à apporter de l'aide aux populations, par crainte de se faire attaquer.

A Echell, le Chef de village, Hamadoun Ag Indiatia a exposé les problèmes auxquelles les populations font face. Notamment, l'inaccessibilité à l'eau potable. « Les actes de banditisme empêchent les humanitaires d'accéder à nos villages. Les bandits ont fini de voler nos biens, ils commencent maintenant à enlever nos filles et nos femmes », a-t-il déploré. Ce village de la commune de Tonka, selon M. Indiatia, regroupe les chefs de villages de 23 autres avoisinants, y vivant avec leurs populations. Tous étaient présents à la caravane de la paix.

La caravane de la paix a permis d'aborder les problèmes d'insécurité sur les axes routiers empruntés pour les foires hebdomadaires, tels que Echell-Faguibine, Goundam-Tonka, la zone autour du lac Faguibine et de Goundam-Tombouctou jusqu'à Almachra-Acharane. Selon le Chef de la Tribu des Kel Antessar, les partenaires humanitaires ont des difficultés à circuler dans le cercle, surtout dans sa partie Nord et Nord-ouest.

Au niveau des autorités religieuses, le constat n'a pas été différent. Aussi, les imams de Goundam, de Bintagoungou, de M'Bouna, d'Echell et de Douékirié, ayant embarqué à bord de la caravane, ont lancé des messages de tolérance, de loyauté, de paix et d'entente entre les communautés.

Le Gouverneur de la région de Tombouctou, M. Adama Kansaye, accompagné du Président du conseil de cercles, M. Mohamed Ibrahim, ont participé à la restitution de la caravane de la paix, le 19 avril dans la salle de réunion du centre multifonctionnelle des femmes de Goundam. « Les actions humanitaires sont arrêtées pendant que les populations restent toujours confrontées aux problèmes d'eau potable, de logement en raison de cette insécurité. La mission de la caravane a su instaurer un dialogue franc entre les communautés et rétablir la communication entre les acteurs locaux. Il nous revient donc de contribuer à la consolidation de cet acquis », a déclaré le M. Kansaye.



Un plaidoyer pour la signature d'un accord de paix

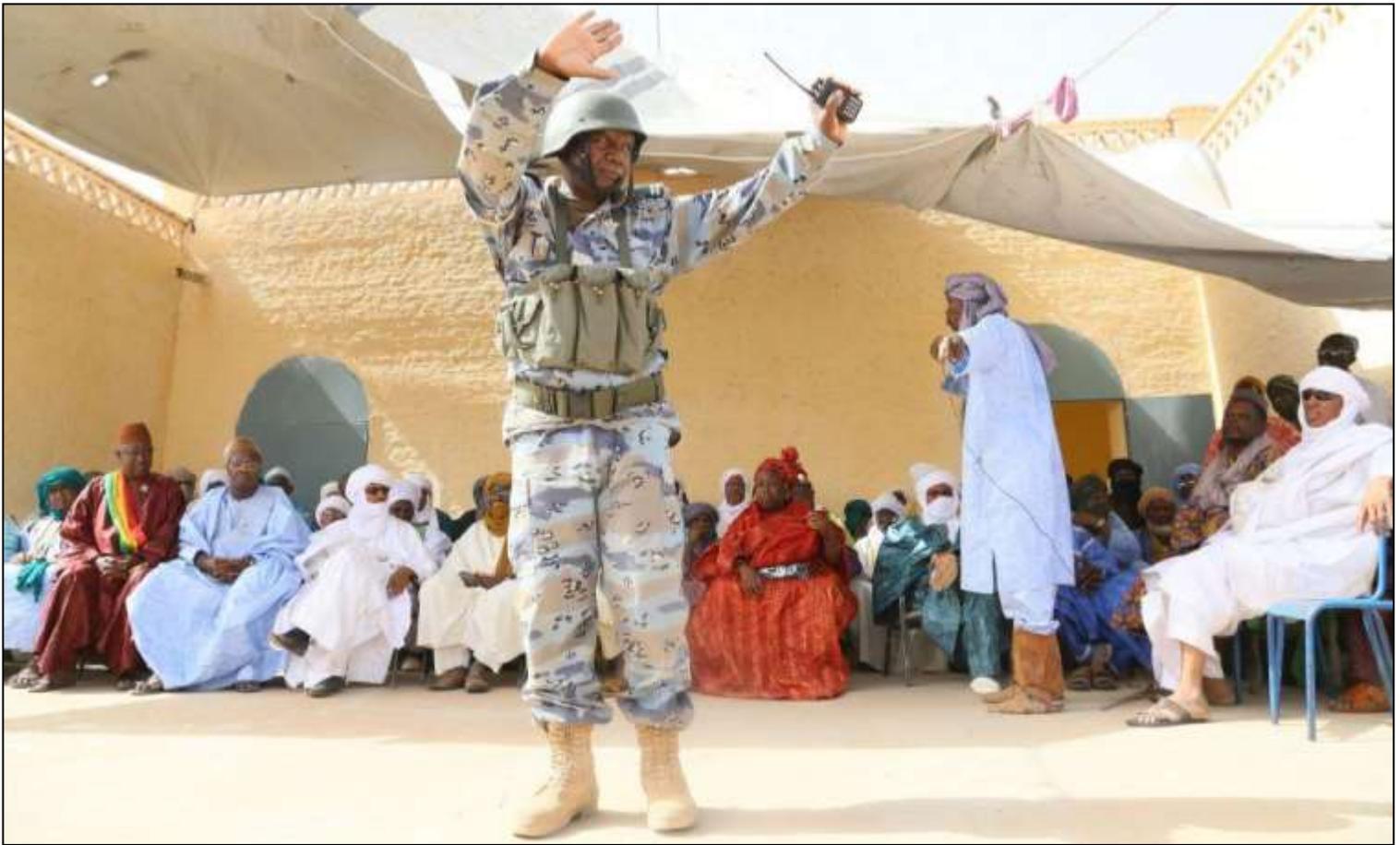
« La paix, signons la paix, nous voulons la paix ! », telle est l'acclamation des populations à l'accueil de la caravane à chacune des étapes. La montée des couleurs maliennes a démarré les cérémonies d'ouverture de la caravane à

Bintagoungou, M'Bouna, Echell et Douékirié, au rythme de l'hymne national entonné en cœur entre autre par des élèves, des jeunes, des femmes. « Une façon d'insister sur l'unité, la cohésion sociale et l'attachement des populations au caractère indivisible du pays », a fait savoir le Maire de Douékirié, Oumar Abocar Touré, également point focal de la commission d'organisation et maître de cérémonie de la caravane à Goundam.

Tout le long du parcours, de Bintagoungou à Douékirié, les séances de sensibilisation avec les populations ont porté sur les thématiques de la cohésion sociale, la tolérance et le pardon, le vivre ensemble, les conditions nécessaires et suffisantes pour faciliter l'effectivité du vivre ensemble, le rôle des leaders de la communauté dans le retour de la confiance entre les composantes de la population, la consolidation de la paix et sa pérennité, le lien entre la paix et le développement ainsi que le lien entre le manque de sécurité et l'accès à l'aide humanitaire. « Par rapport à ce problème brûlant, il n'y a pas meilleure solution que la caravane. L'insécurité peut-être aussi les paroles d'incitations à la violence. Si chacun parle de manière franche à sa communauté pour se faire écouter, on ira vers la paix », a dit Baba Ould Sidi Mohamed, Maire de la commune de Tilemsi.



Tombouctou : Une caravane de la paix à Goundam pour prévenir des conflits intercommunautaires... suite



En marge des séances de sensibilisation, les caravaniers ont facilité la tenue de « focus groupe » dans le cadre du rapprochement des communautés. Notamment la rencontre à Bintagoungou entre les communautés d'Essakane ; à M'bouna entre les communautés de Tinaïcha ; à Goundam, il y a eu une entrevue entre les Arabes et Tamasheq ; ainsi qu'une visite de la caravane au village de Dibla. « *La mission de la caravane est d'expliquer aux populations qu'il ne pas faire d'amalgame. Il faut éviter de s'accuser mutuellement et en venir à un affrontement entre communautés sœurs. C'est ce danger que nous voulons prévenir en attendant que les accords d'Alger soient effectifs* », a insisté l'ancien député du cercle de Goundam, Alassane Ag Abba.

Les chefs de fractions, de villages et certains membres des communautés des zones avoisinantes des communes visitées par la caravane y ont pris part également. « *Nous adhérons pleinement à cette caravane pour redonner à notre patrimoine toutes ses valeurs de cohésion sociale et d'humanisme. En traversant le pont de Goundam dans toute sa sécheresse hydraulique, je vous prie de comprendre que vous laissez une population qui a soif d'une caravane de justice, de vérité, du pardon et de la*

réconciliation. Nous devons mettre fin à nos égarements et conjuguer nos efforts pour reconquérir le vivre-ensemble, gage de la paix et du développement », a exhorté le chef de village de Goundam, Abdoulaye Ababa Cissé.

Une délégation représentant les réfugiés maliens à M'Bera en Mauritanie, a rejoint la caravane à Echell dans la commune de Tonka. « *Les 53,000 réfugiés à M'Bera sont prêts à revenir dès qu'il y aura la signature d'un accord de paix pouvant mettre sous contrôle de l'Etat les armes relâchées dans la nature* », Ahmed Ag Hamama, professeur d'enseignement fondamental, actuel réfugié à M'Bera.

La plus forte mobilisation fut donc à Echell, avec plus d'un millier de personnes ; plus de 200 personnes à Bintagoungou ; à M'Bouna au moins 500 et Douékirié a aussi avoisiné un millier. « *Sans aucune intention politique, nous voulons apporter notre part à la réconciliation et à la paix. C'est un engagement que le cercle de Goundam prend devant l'histoire pour servir d'exemple. Nos frères et sœurs qui sont au camp des réfugiés nous ont tous dit qu'ils sont consentants, si la signature de l'accord d'Alger ne tenait qu'à eux, la paix serait revenue* », a conclu Alassane Ag Abba, lors de la synthèse.

Tombouctou : Une caravane de la paix à Goundam pour prévenir des conflits intercommunautaires... suite

A la lumière des constats et des échanges avec les populations, les caravaniers ont formulé, entre autres, les recommandations suivantes :

- le retour de l'administration et des services techniques ainsi que la réhabilitation des infrastructures des services sociaux de base,
- l'accélération de la signature d'un accord de paix pour entamer le processus de cantonnement et de démobilisation des personnes armées
- la réparation immédiate des réseaux de téléphonie mobile dans toutes les communes pour faciliter la communication interpersonnelle et intercommunautaire
- le regroupement d'un peloton chargé de la sécurité sur les axes Tombouctou-Goundam et tous les axes libres servant de porte d'entrée au banditisme armés.
- la réhabilitation des autorités traditionnelles dans la gestion et la gouvernance locale
- l'apport d'une assistance rapide en vivre et en aliment bétail pour les populations du cercle dangereusement exposée à l'insécurité alimentaire et au manque de pâturages.
- la restitution par les maires dès leur retour de la caravane, dans leurs localités respectives ainsi que la

tenue d'une session extraordinaire sur le thème paix et cohésion sociale suivant l'esprit de la caravane en vue de mettre sur pied des cellules de veille et de suivi des recommandations de la caravane.

Sur toute la durée de la caravane, la traduction des messages a été faite en Tamasheq, Sonrhai, Arabe et Peulh, les principales langues parlées dans le cercle de Goundam.

Selon le président de la commission d'organisation, M. Abdoul Magid dit Nasser, la caravane tournera dans les zones exondées de Goundam en juin prochain.

« Ce n'est pas une balade que nous venons de faire. Il faut bien gérer la situation post-caravane, la paix doit revenir après »

Mme Maiga Aissa Alassane Touré, coordonnatrice de la branche nord du mouvement des femmes pour la paix et la réconciliation nationale. Tandis que Mme Belkiss Walet Mohamed Aly Al Ansari, originaire de Gargando, princesse de la Tribu des Kel Antessar a appelé ses sœurs maliennes *« De Kidal à Kayes, nous vous invitons à quitter les ménages pour des caravanes d'échanges, de concertation et de solution pour identifier les grands maux de la nation malienne ensemble »*.

Le ministère de la réconciliation nationale et celui de la défense au Mali, la coopération française et celle allemande ont supporté cette « caravane de la paix ». La MINUSMA, a pour sa part, coordonné la sécurisation de la caravane, aux côtés des Forces de Sécurité maliennes.



Forum communautaire sur la justice transitionnelle à Kidal



Le Bureau des Droits de l'Homme de Kidal et l'unité de la Justice transitionnelle de la même division de la MINUSMA ont organisé mardi dernier un forum sur "Le rôle de la Société Civile et la participation des victimes dans le processus de Justice Transitionnelle", au profit des communautés de Kidal et de ses environs. Une première du genre dans la région.

90 participants dont 41 femmes, constitués de leaders communautaires et religieux, des Cadis, d'associations de femmes et artisans, des chefs de fractions, des jeunes et des commerçants, en provenance des cercles de Tinessako, Abeibara, Tessalit, Anefis et Kidal, ont répondu présents à ce rendez-vous d'informations et d'échanges.

Les premiers mots furent prononcés par le Président de la Société Civile. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a salué la collaboration avec la MINUSMA et précisé l'importance de la justice transitionnelle dans le contexte de la région de Kidal. Ce discours fut suivi d'une allocution de circonstance de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), à la suite duquel, le chef de bureau de la MINUSMA à Kidal a officiellement déclaré ouvert le forum. Christophe Sivillon a demandé aux participants «d'identifier durant ce forum des actions concrètes et des stratégies pour une meilleure participation dans le processus de la justice transitionnelle».

La question de la "justice transitionnelle" a été abordée avec beaucoup d'engouement en considération de la sensibilité de certaines questions soulevées lors des discussions plénières, notamment la recherche de la justice en faveur des milliers de victimes de violations des droits de l'homme dans la région de Kidal, le conflit au nord du Mali et les pourparlers en cours dans le cadre du processus de paix d'Alger.

Les participants ont été informés sur les notions de base de

la justice transitionnelle, ainsi que sur les principaux piliers de son ossature.

Après une séance riche en questions et réponses, les participants ont été répartis en quatre ateliers correspondant aux piliers de la thématique.

Le plein engagement des participants

Chaque groupe a ainsi présenté des propositions concrètes et des mécanismes adaptés pour la région de Kidal, tous ponctués d'observations pertinentes des autres participants.

D'une manière particulière, le forum a donné l'opportunité aux hommes et femmes de la région de Kidal d'exprimer librement leurs opinions, parfois-même sur des sujets essentiellement politiques, mais, ce forum a surtout permis de faire l'état des lieux sur la question.

C'est la première fois qu'une activité de cette envergure est organisée à Kidal par la MINUSMA. Les participants, à travers leurs questions et leurs nombreuses contributions, ont donné la preuve de la pertinence de ce forum, dont chacun est reparti plus enrichi, et désormais armé pour contribuer au succès de la justice transitionnelle.

Ce qui a fait dire à Rhissa Ag Ghatbou, enseignant de son état: « Je peux maintenant comprendre ce qu'est la justice transitionnelle. Je souhaite vivement que les actions proposées par les participants dans les commissions soient réellement prises en compte».

Et Backrene Ag Sidi Mohamed, un autre participant de renchérir: «Nous devons renforcer les mécanismes locaux, en l'occurrence les Cadis qui peuvent jouer un grand rôle dans le processus de Justice transitionnelle en considération de la confiance et de la notoriété qu'ils ont auprès de la communauté qui est essentiellement musulmane».

Entre autres recommandations, les participants ont suggéré l'organisation prochaine d'une autre activité de cette envergure sur ce thème très important et toujours d'actualité.

Gao : Un rendez-vous réussi entre les enseignants et la MINUSMA



« *L'enseignant : un rôle central dans l'évolution du processus de paix au Mali. Nous n'avons pas d'armes, mais nous avons la connaissance. Informer nos élèves sur le mandat de la MINUSMA pour mieux contribuer à l'édification d'une paix durable au Mali c'est notre devoir* » a déclaré M. Amadou Déguéni, directeur de l'Académie d'enseignement-Gao, devant 45 enseignants de Gao réunis à l'Ecole des Infirmiers, le samedi 18 avril dernier.

L'ouverture de cette session a été co-présidée par Messieurs Amadou Déguéni et Francisco Osler, respectivement directeur de l'Académie d'enseignement, et Chef de Bureau de la MINUSMA à Gao. Couverte par la nouvelle radio culturelle NAANAY, dont la mise en place et l'inauguration ont été appuyées par la MINUSMA, la cérémonie d'ouverture fut suivie d'une minute de silence observée en hommage aux victimes du conflit au Mali.

Cette session d'information portait sur le mandat et le travail de la Mission onusienne au Mali, et plus particulièrement dans la région de Gao. Un rendez-vous utile entre le corps enseignant et les représentants de la composante civile, ainsi que ceux du personnel en uniforme de la MINUSMA à Gao. Les représentants de chaque composante ont répondu aux questions des participants sur le processus de paix en cours au Mali, notamment sur le refus des groupes armés à parapher l'accord de paix d'Alger, l'insécurité grandissante et

les tirs récurrents de roquettes sur la ville de Gao. Les événements malheureux du 27 janvier 2015 et la publication du rapport d'enquête y affaissant, ainsi que le déploiement du personnel judiciaire et pénitentiaire au tribunal de grande instance de Gao, ont également été abordés.

Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, Samantha Buonvino et Lancinet Sangaré, du bureau de l'Information publique ont brièvement retracé l'historique de la création de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA.

« *Je suis très surpris que la MINUSMA à Gao compte plusieurs autres sections ou divisions à part les composantes militaire et police. Cette session m'a beaucoup appris sur la Mission onusienne de paix. Nous sommes les soldats du savoir. Tirons les meilleures parties de cette rencontre afin de mieux informer notre jeunesse. Ensemble, nous pouvons réussir la paix !* » a renchéri M. Amadou Déguéni qui a suivi avec une attention particulière la session modérée par M. Amadou Cissé, chef de la section Enseignement secondaire, technique et professionnel à l'Académie d'enseignement. Mme Zeinabou B. Maiga, professeur d'anglais au Lycée Yana Maiga : « *c'était une session très enrichissante sur le mandat, le travail et les réalisations de la MINUSMA. Je ne savais rien du tout sur la MINUSMA. On apprécie la multiplication de ce genre d'interactions pour que la population sache que vous êtes au Mali pour les maliens* ».

Gao : Un rendez-vous réussi entre les enseignants et la MINUSMA... suite

M. Kata-Data Alhousseini Maiga de la Division des Affaires Politiques de la MINUSMA a rappelé le rôle que doivent jouer les enseignants dans la sensibilisation de la jeunesse sur le mandat et le travail de la MINUSMA. « *C'est à travers vous les enseignants, dans l'enceinte de vos écoles que les futurs leaders de Gao et du Mali sont formés. Le rôle que vous jouez est inestimable. Aidez-nous à répandre la bonne information en milieu scolaire. Recherchons l'information quand il le faut. La paix exige le concours de nous tous. Soyons unis pour bâtir sur un terrain cohésif et sans faille* » a complété Samantha Buonvino.

Dans son mot de clôture, le directeur de l'Académie d'enseignement a lancé un appel au personnel enseignant « *accueillons positivement la Mission onusienne. Profitons de leur présence, car le retour de la paix au Mali sera un gage de stabilité et de paix dans notre pays* ».



Il est à noter que cette activité a été organisée en prélude au lancement du projet de sensibilisation « Semaine Scolaire », une initiative de l'Association des Elèves et des Etudiants (AEEM) de Gao en partenariat avec la MINUSMA.

Ce projet porte sur la sensibilisation des jeunes en milieu scolaire, sur la prévention des risques face aux restes explosifs de guerre et autres engins non explosés. Il devra également permettre aux élèves de la région d'être mieux renseignés sur le travail des Casques bleus au Mali. Tout ceci, en mettant l'accent sur la jeunesse et la cohésion sociale et intercommunautaire. Cette campagne, qui se déroulera du 26 avril au 4 mai prochain à Gao, associe 14 établissements secondaires de la commune urbaine et des communes rurales limitrophes.

Paru Le 21/04

Don de médicaments vétérinaire à Bamako : La MINUSMA continue son action de proximité

La compagnie de transport du contingent bangladais de la MINUSMA a procédé le 17 avril dernier, à la remise d'un lot de médicament à la clinique vétérinaire de l'annexe de l'Institut Polytechnique Rurale/Institut de Formation et de Recherche Appliquée (IPR/IFRA) de Katibougou, située à Bamako.

Au cours d'une cérémonie, le commandant de la Compagnie de Transport, le Lieutenant-Colonel Ali Nyamwezis, a remis au Directeur de l'annexe, le Docteur Diarra, un lot de médicaments vétérinaires destinés aux animaux de compagnie (chiens, chats...) mais également aux petits ruminants (moutons, chèvres), gallinacés (coq, cailles...) et autres rongeurs (lapins...).

Ce n'est pas la première fois que le Contingent Bangladais offre des produits vétérinaires comme nous l'explique le Lieutenant-Colonel Ali Nyamwezis : « Présents à Tombouctou, Gao et Kidal, nous avons offerts des produits vétérinaires partout où nous sommes basé. Ces produits que nous remettons aujourd'hui sont destinés à Bamako. »

De son côté, le Directeur de l'annexe de l'IPR/IFRA de Bamako, Le Docteur Diarra, a assuré les donateurs qu'un bon usage sera fait de ces produits : « Je peux vous certifier que les soins qui seront prodiguer avec ces médicaments le seront gratuitement, au profit des propriétaires d'animaux de compagnie et de certains éleveurs ».

Doté d'une réelle expertise dans le domaine vétérinaire, au-delà des dons de produits, le contingent bangladais apporte un soutien aux propriétaires et éleveurs d'animaux



en offrant des soins à leurs bêtes. Depuis leur déploiement, les Casques bleus du Bangladesh soignent des animaux par le biais de consultations gratuites, qu'ils prodiguent durant leurs patrouilles. Ainsi, en octobre 2014, ils ont soigné près de 64 animaux (ânes, moutons, vaches, chiens et lapins) à Sénou près de Bamako. Plus tôt en 2014 c'est à Sokolo, dans la région de Ségou, zone agropastorale par excellence car située en zone Office (espaces irrigués de Markala à Niafouké) du Niger, qu'ils ont prodigué des soins à 255 vaches atteintes de maladies parasitaires et autres infections. Un soutien bienvenu pour les habitants de cette zone qui vivent en grande partie d'agriculture et d'élevage. Qu'il s'agisse de dons symboliques de médicaments ou d'appuis substantiels à travers des séances de soins gratuites, les Casques bleus bangladais perpétuent les valeurs des Nations Unies.



L'actualité de la MINUSMA ... EN BREF



Paru Le 22/04

Le RSSG et chef de la MINUSMA, M. Mongi Hamdi, a rencontré mercredi 22 avril dans l'après-midi, les membres de la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies, à leur retour d'une visite à Gao, pour discuter avec eux des activités de la MINUSMA et du processus de paix.

Au Mali, les restes des explosifs de guerre, les engins explosifs improvisés (IED) et les mines terrestres affectent la liberté de mouvement de la population, des activités économiques ainsi que le déploiement des forces nationales et internationales, et la restauration de l'autorité de l'Etat. Depuis 2013 au Mali, plus de 325 civils, personnels des Forces de sécurité maliennes ou de la MINUSMA ont été blessés ou tués suite à l'explosion de mines.

Trois suspects appréhendés par la MINUSMA à Aguelhok

Suite à la découverte de mines, trois individus ont été appréhendés à Aguelhok lundi 20 avril 2015 par la Force de la MINUSMA. Ils sont tous trois soupçonnés d'avoir préparé une attaque à l'engin explosif. En application des procédures des Nations Unies en la matière, les trois personnes seront remises par la MINUSMA aux autorités nationales compétentes aujourd'hui en fin de journée.



Paru Le 22/04

*Alors qu'ils dégageaient les restes de la maison qui avait explosé le 23 Mars au quartier Château, la Force de la MINUSMA et UNMAS ont découvert le 20 avril **deux engins explosifs improvisés dans une mallette. Les engins ont été neutralisés.***



Paru Le 22/04

Communiqués

Paru Le 18/04



2 morts et 1 blessé dans l'attaque d'un convoi de fournisseurs de la MINUSMA

Un convoi de fournisseurs civils de la MINUSMA a été attaqué hier soir vers 19h par deux assaillants à 15 kilomètres à l'Ouest de Gao.

Après avoir stoppé le convoi, les assaillants ont froidement abattu deux des chauffeurs avant de mettre le feu aux camions.

Les autres membres de l'équipe du fournisseur de la Mission, dont un blessé par balles, ont réussi à prendre la fuite, certains ont été entendus pour les besoins de l'enquête.

La MINUSMA a immédiatement déployé une force d'intervention rapide sur le terrain.

La MINUSMA condamne fermement cette nouvelle attaque touchant des civils innocents et met tout en œuvre pour que les responsables soient appréhendés, traduits en justice et qu'ils répondent de leurs actes.

Communiqués... Suite

Nouvelle attaque d'un convoi de fournisseurs de la MINUSMA

Aujourd'hui vers 11h30, un convoi de fournisseurs civils de la MINUSMA a une nouvelle fois été attaqué par des assaillants à 30 kilomètres à l'Ouest de Gao.

Les premiers rapports indiquent qu'au moins un chauffeur a été assassiné, son camion a par la suite été brûlé.

Une patrouille de la MINUSMA a immédiatement été envoyée sur place.

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, M. Mongi Hamdi, condamne fermement cette nouvelle attaque: « *je suis outré par ces crimes crapuleux touchant des civils innocents. Nous allons réajuster nos dispositifs pour que de tels actes criminels ne se renouvellent pas, la MINUSMA ne peut les tolérer* », a-t-il déclaré.

M. Hamdi a ajouté « *je lance également un appel aux forces de sécurité maliennes pour qu'elles renforcent leurs dispositifs sécuritaires, plus particulièrement sur cet axe. Les auteurs doivent rapidement être arrêtés afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.* »





Ensemble, réussir la paix

Retrouvez-nous sur:



<http://www.minusma.unmissions.org>



<http://www.facebook.com/minusma>



http://twitter.com/UN_MINUSMA



<http://www.youtube.com/minusma>



<http://www.flickr.com/photos/minusma>

MINUSMA HEBDO